



LE BIOALIMENTAIRE ÉCONOMIQUE

APERÇU 2018-2019

CROISSANCE MOINDRE EN 2018

La croissance de l'activité économique du secteur bioalimentaire s'est poursuivie en 2018 au Québec, mais à un rythme moins élevé. En comparaison de l'année 2017, le secteur de la transformation alimentaire a enregistré des gains plus modestes, alors que les ventes agricoles ont légèrement fléchi. Dans un contexte marqué par les tensions commerciales, la valeur des exportations bioalimentaires du Québec vers les États-Unis, leur principale destination internationale, a exceptionnellement diminué en 2018. Le secteur a pu néanmoins compter sur la vigueur de la demande au Québec. Le contexte économique appelle à établir des perspectives empreintes de modération pour 2019, quoiqu'un redressement des exportations soit envisageable.

FAITS SAILLANTS DE 2018 POUR LE SECTEUR BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC

FACTEURS ÉCONOMIQUES ENVIRONNANTS

PLUS FAVORABLES

- Croissance économique au Québec légèrement supérieure à la moyenne des pays les plus industrialisés.
- Amélioration de la croissance économique aux États-Unis.
- Dollar canadien inférieur à 0,80 \$ US, ce qui est bénéfique du point de vue du secteur bioalimentaire.

MOINS FAVORABLES

- Moins bonne croissance de l'économie canadienne.
- Inquiétude liée aux tensions commerciales internationales et à l'imposition de tarifs de part et d'autre.
- Relèvement graduel du taux directeur de la Banque du Canada.

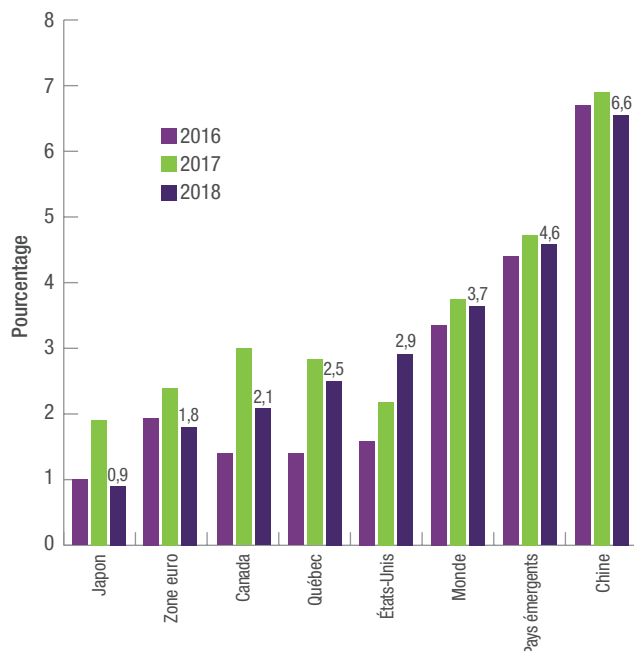
ACTIVITÉS BIOALIMENTAIRES AU QUÉBEC EN 2018

- ↑ Hausse du produit intérieur brut (PIB) bioalimentaire (2,5 %).
- ↑ Progression de la valeur des livraisons de la transformation alimentaire (2 %).
- ↑ Croissance du PIB réel de la transformation alimentaire (1 %).
- ↑ Augmentation de la valeur des ventes dans les magasins d'alimentation (3 %) et dans la restauration commerciale (3 %).
- ↑ Gain sur le marché de l'emploi bioalimentaire (2 %).
- ↔ Stabilité du PIB réel agricole.
- ↔ Faible hausse du prix des aliments (1 %) pour les consommateurs au Québec.
- ↓ Réduction de la valeur des exportations bioalimentaires internationales du Québec (-3 %).
- ↓ Repli des recettes monétaires agricoles tirées du marché (-2 %).

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL EN 2018

La croissance économique mondiale a affiché un rythme de 3,7 % en 2018, selon le Fonds monétaire international (FMI), tout juste en deçà de celui de 3,8 % de 2017. La croissance mondiale a fait montre d'une meilleure vigueur depuis le milieu de 2016, année où elle s'était établie à 3,3 %.

FIGURE 1 - CROISSANCE DU PIB RÉEL DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS DU MONDE



Sources : Fonds monétaire international, « Perspectives de l'économie mondiale – octobre 2018 et janvier 2019 »; Banque du Canada, « Rapport sur la politique monétaire – janvier 2019 »; ministère des Finances du Québec, « Le point sur la situation économique et financière du Québec – automne 2018 ».

Dans les économies les plus avancées, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a légèrement fléchi dans l'ensemble en 2018 et atteint 2,3 %, comparativement à 2,4 % en 2017. Elle a néanmoins comporté un affermissement quant aux activités aux États-Unis et en Océanie. Par contre, la croissance a été inférieure à celle de 2017 dans la zone euro et au Japon. Dans les pays émergents et en développement, la croissance a également présenté un taux légèrement inférieur à celui de 2017, y compris en Chine.

L'activité économique au Québec demeure tributaire de la conjoncture qui caractérise les deux partenaires commerciaux privilégiés que sont le Canada et les États-Unis. Mesurée selon le PIB, l'activité économique a poursuivi son redressement aux États-Unis, à raison d'une importante progression de 2,9 % en 2018. Pour ce qui est de l'économie canadienne, elle a présenté de moins bons résultats, alors que sa croissance est passée de 3,0 % en 2017 à 2,1 % en 2018 selon les estimations. La croissance canadienne a reposé principalement sur les dépenses des ménages, sur les investissements réalisés par les entreprises qui ne sont pas liées au secteur de l'énergie, de même que sur les projets d'infrastructures appuyés par l'administration fédérale.

L'économie du Québec a affiché une croissance de 2,5 % en 2018, après avoir culminé à 2,8 % en 2017. La bonne tenue des investissements du secteur privé a notamment contribué à ce résultat pour 2018. Le niveau élevé de l'emploi et la hausse des salaires ont favorisé l'augmentation des investissements dans le secteur de la construction et de la rénovation résidentielle. En ce qui a trait aux investissements privés non résidentiels, ils ont enregistré une hausse notable de 6 %, principalement à la faveur des dépenses en machinerie et en matériel, qui constituent un important déterminant de la productivité.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT BIOALIMENTAIRE

La croissance réelle du PIB bioalimentaire du Québec en 2018 se situe autour de 2,5 %, ce qui est moins que les 4,3 % de l'année précédente. Il s'agit toutefois d'un rythme semblable à celui de l'ensemble du PIB au Québec en 2018, qui est aussi de 2,5 %, tel que cité précédemment.

La valeur estimée du PIB bioalimentaire en 2018 est d'environ 28,5 G\$ (en dollars enchaînés de 2012)¹. Elle repose sur l'agriculture et les pêches (4,4 G\$), sur le secteur de la fabrication des aliments et des boissons (8,7 G\$) et sur le secteur tertiaire (15,3 G\$), ce dernier comptant pour plus de la moitié du PIB bioalimentaire.

En particulier, le secteur tertiaire bioalimentaire a connu une progression de 4 % en 2018 quant au PIB, grâce à la contribution des activités liées au commerce de gros, aux services de restauration et de boissons ainsi qu'aux autres magasins². Par ailleurs, le PIB de la transformation alimentaire a progressé de 1 % et celui de l'agriculture est demeuré à peu près du même ordre, et ce, pour une deuxième année consécutive. Il est à noter cependant que le PIB agricole s'était accru à un rythme annuel moyen de 7 % en 2015 et en 2016.

¹ Il s'agit d'une estimation qui prend en compte certains éléments pour le secteur tertiaire qui ne font pas partie des données directement publiées par Statistique Canada. On notera par ailleurs que la base de calcul du PIB en termes réels s'appuie maintenant sur l'année 2012 pour les activités en sol canadien.

² C'est-à-dire les magasins non traditionnellement alimentaires, tels que Costco, Walmart, etc.

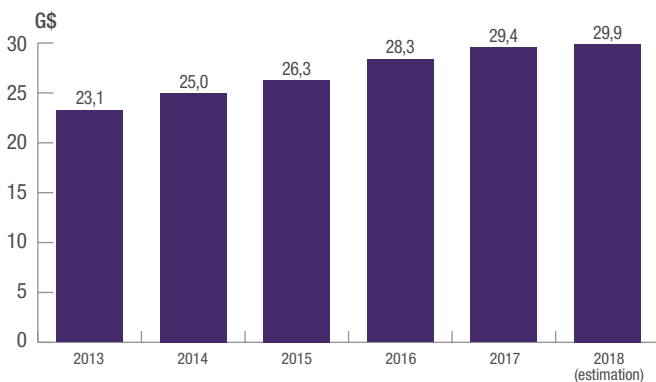
L'EMPLOI DANS LE SECTEUR BIOALIMENTAIRE

Les données des 10 premiers mois de 2018 annoncent une croissance de l'emploi dans l'industrie bioalimentaire, par rapport à l'année 2017. La progression en 2018, estimée à 1,6 %, est surtout attribuable à des gains dans les secteurs des grossistes-distributeurs de produits agricoles et alimentaires, de la fabrication des aliments et des services de restauration et de débits de boissons. Pour l'ensemble de l'économie québécoise, l'année aura permis d'accroître l'emploi de 0,9 %, à savoir une hausse de quelque 39 000 emplois.

LES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES D'ALIMENTS ET DE BOISSONS

Au Québec, la valeur des livraisons manufacturières d'aliments et de boissons devrait approcher des 30 G\$ en 2018, soit une hausse de 2 % par rapport à l'année précédente. Cette progression est plus faible que l'augmentation annuelle moyenne de 6 % observée entre 2013 et 2017. Une conjoncture de prix industriels moins favorable dans plusieurs secteurs, notamment à l'égard des prix à l'exportation, a particulièrement contribué à ce ralentissement.

FIGURE 2 - VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES D'ALIMENTS ET DE BOISSONS AU QUÉBEC, DE 2013 À 2018



Source : Statistique Canada, tableau 16-10-0048-01, « Ventes pour les industries manufacturières selon l'industrie et province, données mensuelles », et tableau 16-10-0117-01, « Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord »; compilation du MAPAQ et estimation du MAPAQ pour 2018.

En fait, dans trois importants secteurs qui assurent près de la moitié des livraisons manufacturières d'aliments et de boissons au Québec, l'évolution de la valeur des livraisons manufacturières a été chance-lante en 2018 pour les raisons suivantes :

- Dans la fabrication de produits laitiers, l'indice de prix de ces produits industriels est demeuré stable ou presque en 2018, alors que les prix avaient augmenté de 1,5 % à 2 % lors des deux années précédentes.
- Dans la fabrication de produits de viande, une proportion majeure des livraisons est exportée. Les exportations de viande et d'abats comestibles, principalement constituées de viande de porc, ont baissé de 3 %. Ce résultat découle de la diminution de 4 % des prix de la viande de porc fraîche, réfrigérée ou congelée, dans un contexte notamment caracté-risé par les tensions commerciales entre, d'une part, les États-Unis et, d'autre part, la Chine et le Mexique.
- Finalement, dans la fabrication de sucre et de confiseries, où l'exporta-tion représente la principale source de revenus, la valeur des produits de cacao exportés (y compris les préparations à base de cacao) et celle des sucreries (à l'exclusion des produits de l'érable) ont diminué respectivement de 9 % et de 12 %. Ces diminutions font suite à une réduction des prix de 8 % et de 11 %.

La conjoncture pour ces produits a fait contrepoids aux meilleurs taux de croissance observés en 2018, selon les estimations, dans les secteurs de la fabrication d'aliments pour animaux, de la mise en conserve des fruits et des légumes, ainsi que de la fabrication d'autres aliments.

LES PRIX DES ALIMENTS

Au chapitre des prix des aliments, l'année 2018 est à l'image de 2016 et de 2017 et montre une faible hausse annuelle. Ainsi, les prix des aliments et des boissons alcoolisées ont enregistré des pro-gressions qui ne dépassent pas 1 %. Dans les magasins, ce sont surtout les légumes frais (+7,2 %), la viande de porc (+4,9 %) et la volaille (+1,9 %) qui ont coûté plus cher, tandis que bon nombre de produits ont accusé un repli quant à leur prix, entre autres, le café et le thé (-2,0 %), les graisses et les huiles (-1,9 %) de même que les produits laitiers (-1,5 %). Quant aux sorties au restaurant, comme en 2017, elles ont été plus coûteuses (+2,7 %).

Globalement, la croissance des prix à la consommation (inflation) au Québec a atteint 1,7 %, notamment en raison de la hausse des coûts de l'énergie (+6,5 %) et particulièrement de celle du prix de l'essence (+12 %).

VARIATION DES PRIX À LA CONSOMMATION AU QUÉBEC

	2017	2018
ALIMENTS	0,3 %	1,0 %
Aliments achetés en magasin	-0,5 %	0,3 %
Viande	0,2 %	1,3 %
Légumes frais	-2,7 %	7,2 %
Fruits frais	-4,5 %	-0,2 %
Poissons, fruits de mer et autres produits de la mer	4,1 %	0,8 %
Produits laitiers et œufs	-0,8 %	-1,4 %
Produits de boulangerie et céréaliars	-1,0 %	0,2 %
Aliments achetés au restaurant	2,5 %	2,7 %
BOISSONS ALCOOLISÉES	0,1 %	0,7 %

Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

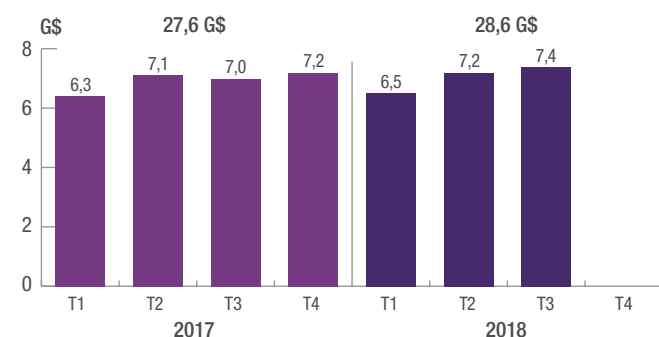
LES VENTES DES MAGASINS D'ALIMENTATION

Dans les magasins d'alimentation, les ventes des 10 premiers mois de 2018 ont atteint 23,4 G\$, à savoir une hausse de 3,4 % par rapport à la même période de 2017.

Ainsi, les ventes annuelles totales devraient atteindre 28,6 G\$ en 2018. La croissance annuelle anticipée, de l'ordre de 3,4 %, est faiblement soutenue par une légère hausse de 0,5 % des prix des aliments et des boissons vendus en magasin. En effet, sans l'effet de prix, les ventes réelles indiquent une hausse de 2,9 % en 2018 par rapport à 2017.

À titre de comparaison, dans l'ensemble du commerce de détail au Québec, les ventes des 10 premiers mois de 2018 ont maintenu leur vigueur et affiché une croissance de 4 % par rapport à l'année précédente.

FIGURE 3 - VENTES DES MAGASINS D'ALIMENTATION AU QUÉBEC EN 2017 ET EN 2018



T : Trimestre

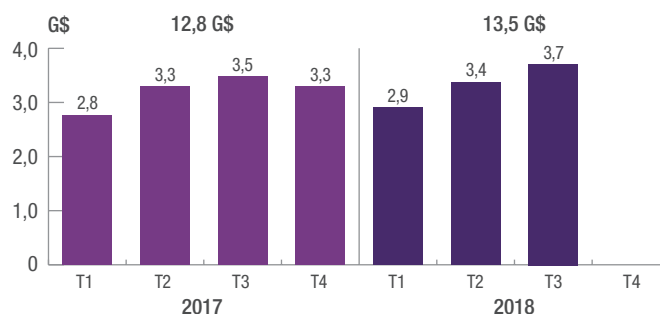
Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

LES RECETTES DE LA RESTAURATION

Les recettes accumulées des 10 premiers mois de 2018 ont atteint 11,3 G\$ dans le secteur de la restauration commerciale. Il s'agit d'une hausse de 5,3 % par rapport à la période équivalente de 2017. Cette progression s'explique par les bons résultats obtenus dans les services de restauration spéciaux (+7 %) – qui regroupent les services de restauration contractuels, les traiteurs, les cantines et les comptoirs mobiles –, dans les restaurants à service restreint (+6 %) et à service complet (+5 %), de même que dans les débits de boissons alcoolisées (+5 %).

Pour l'année 2018, les recettes totales devraient s'élever à 13,5 G\$, suivant une progression annuelle totale anticipée de 5,3 %. La hausse des prix des aliments et des boissons (+2,0 %) achetés dans les restaurants a contribué en partie à la bonne tenue des ventes, car, en termes réels, le volume des ventes indique une augmentation de 3,1 %.

FIGURE 4 - RECETTES DE LA RESTAURATION AU QUÉBEC EN 2017 ET 2018



T : Trimestre

Source : Statistique Canada; compilation du MAPAQ.

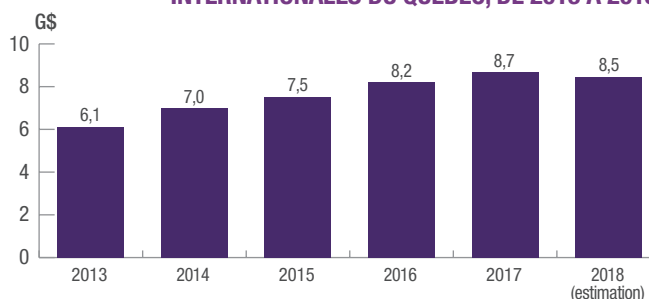
LE COMMERCE BIOALIMENTAIRE INTERNATIONAL

Sur la base des résultats des 10 premiers mois de l'année, les exportations bioalimentaires internationales du Québec sont estimées à 8,5 G\$ en 2018, ce qui représente une baisse de 2,8 % (ou de 248 M\$) en comparaison des exportations de 2017. Cette réduction s'observe dans un contexte marqué par les tensions commerciales internationales que l'on connaît et où les prix à l'exportation, pour certains des principaux produits d'exportation du Québec, ont diminué.

Par exemple, la valeur des exportations québécoises de viande porcine, principale exportation bioalimentaire du Québec, s'est repliée de 2 % ou de 38 M\$ en 2018, selon les estimations, bien que leur volume réel ait légèrement augmenté de 0,1 %. De même, la valeur des exportations des produits du cacao a diminué de 9 % ou de 98 M\$ en 2018, en dépit d'un volume réel équivalent ou presque à celui de 2017.

Les États-Unis constituent la première destination internationale des produits bioalimentaires du Québec, en recevant 70 % des exportations. En 2018, les exportations bioalimentaires du Québec vers ce marché ont fléchi pour la première fois depuis 2009. Celles à destination d'autres marchés importants, tels que le Japon et la Chine, ont néanmoins augmenté, sans toutefois compenser entièrement la réduction vers les États-Unis.

FIGURE 5 - EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC, DE 2013 À 2018

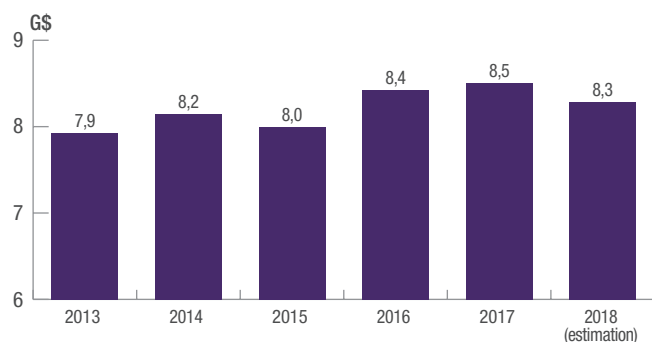


Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ et estimation du MAPAQ pour 2018.

LES REVENUS AGRICOLES

Les recettes monétaires que les producteurs agricoles ont tirées du marché en 2018 sont estimées à environ 8,3 G\$. Ces recettes, qui correspondent aux ventes agricoles, ont enregistré un repli de l'ordre de 2 % en regard de 2017. Cette réduction s'explique principalement par la diminution du prix versé aux éleveurs de porcs ainsi que par la baisse des rendements à l'entaille dans l'acériculture.

FIGURE 6 - RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES PROVENANT DU MARCHÉ AU QUÉBEC, DE 2013 À 2018



Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0046, « Recettes monétaires agricoles »; compilation du MAPAQ et estimation du MAPAQ pour 2018.

Dans le cas du porc, la croissance de la production américaine ainsi que les tarifs imposés par la Chine et le Mexique ont pesé sur les prix de référence américains, desquels sont tributaires les prix consentis aux éleveurs du Québec.

Quant aux érablières, la récolte du printemps dernier a été inférieure à celle de l'année précédente en raison de conditions météorologiques moins favorables. Rappelons que des rendements à l'entaille exceptionnels avaient élevé les volumes récoltés à des sommets sans précédent en 2016 et en 2017.

Par ailleurs, les données disponibles indiquent une augmentation des paiements de programme de 141 M\$ au cours des trois premiers trimestres de 2018, comparativement à la même période de 2017. Une bonne partie de cette somme provient des avances de compensation versées aux producteurs de porc, en vertu de l'assurance stabilisation des revenus agricoles. Notons aussi une augmentation des dédommagements accordés au titre de l'assurance récolte, par suite des conditions météorologiques qui ont été défavorables dans certaines cultures.

L'HORIZON 2019

Les facteurs d'incertitude tels que les tensions commerciales internationales et l'échéance prochaine du Brexit imposent certes leur lot d'attention. Ils ont notamment suscité, depuis les derniers mois de l'année 2018, de l'inquiétude sur les marchés financiers et des matières premières.

Sans exclure la possibilité que la situation ne s'aggrave et cause des dommages plus importants, les scénarios les plus plausibles pour 2019 font état davantage d'une croissance moins rapide des échanges commerciaux et de l'économie mondiale, plutôt que d'une contraction à proprement parler.

- Dans les économies les plus développées s'ajoutent aux facteurs de modération le plafonnement de la main-d'œuvre disponible, ainsi que la transition graduelle des autorités monétaires vers une politique un peu moins accommodante.

Dans ce contexte, les perspectives de croissance économique au Québec et au Canada convergent aux environs de 2 % en 2019. Il s'agirait d'un rythme comparable à celui de l'an dernier pour ce qui est du Canada. Cela représenterait pour le Québec une légère décélération par rapport à 2018 et à 2017, mais une croissance supérieure à celle des années antérieures.

Par ailleurs, certains éléments laissent entrevoir des signes d'amélioration pour l'année 2019, en particulier à l'égard d'un éventuel redressement des exportations bioalimentaires du Québec.

- La croissance économique aux États-Unis s'annonce supérieure à celle qui est prévue au Québec, au Canada et dans les autres pays du G7.
- En ce qui a trait à l'entente concernant le nouvel Accord Canada-États-Unis-Mexique, elle pourra contribuer à un apaisement des tensions commerciales sur le plan nord-américain.
- Exportation et développement Canada anticipe qu'après un repli de 1 % en 2018, les exportations canadiennes de produits alimentaires transformés (incluant les boissons) pourront augmenter de 6 % en 2019. Cette perspective est d'intérêt, puisque les produits transformés représentent plus des trois quarts des exportations internationales bioalimentaires du Québec.

De plus, les scénarios les plus probables pour l'année 2019 ne comportent pas de relèvement notable du dollar canadien par rapport à la devise américaine. À moins d'imprévu, le huard devrait demeurer favorable à la compétitivité des entreprises exportatrices du Québec.

- Tant la Banque du Canada que les autorités monétaires américaines pourraient de nouveau relever leur taux directeur en 2019, quoique à une cadence plus lente qu'en 2018.
- Concernant le prix du pétrole, dont la devise canadienne est tributaire, l'agence américaine Energy Information Administration prévoit en 2019 un prix moyen inférieur d'environ 10 \$ US le baril au prix moyen de 2018, et ce, tant pour le Brent que pour le West Texas Intermediate.